

Migration mixte en Afrique de l'Ouest en 2030

Résultats de l'atelier d'élaboration
de scénarios sur la migration mixte*

Octobre 2019, Abidjan, Côte d'Ivoire

*L'atelier a été organisé comme un événement parallèle en marge d'un atelier du Processus de Rabat sur le trafic de migrants.

I. Introduction

La migration mixte désigne les mouvements transfrontaliers de personnes, notamment de réfugiés fuyant les persécutions et les conflits, de victimes de la traite et de personnes à la recherche de meilleures opportunités ou désirant améliorer leurs conditions de vies. Motivées par une multitude de facteurs, les personnes qui constituent les flux de migration mixte ont des statuts juridiques différents et présentent des vulnérabilités variées.

De nombreux facteurs, aux niveaux macro et micro, influencent les aspirations, les capacités et les décisions des personnes lorsqu'il s'agit de s'engager dans un parcours migratoire ; ces divers facteurs ont également un impact sur leurs choix de destination et leurs modalités de voyage.

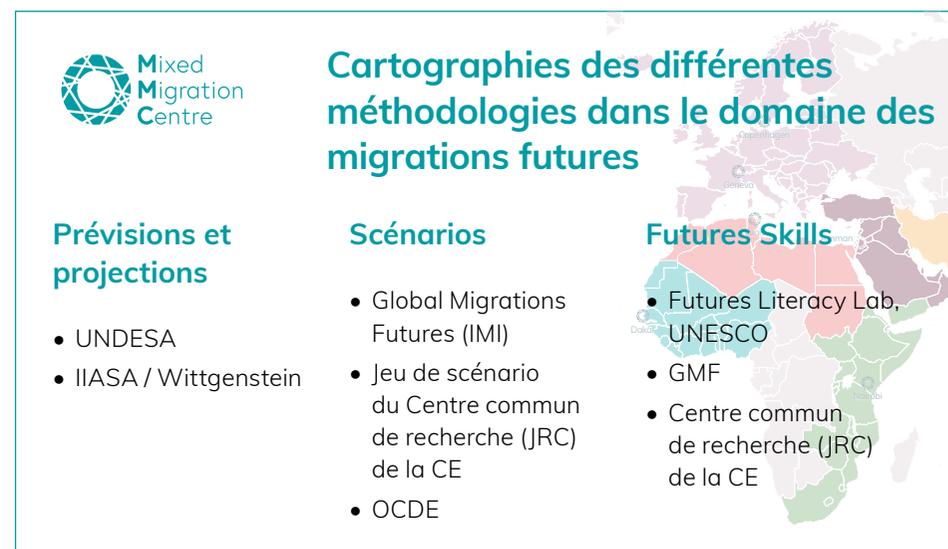
Modéliser les futures migrations mixtes à l'aide de méthodes de prévision représente donc un défi, car ces méthodes reposent sur des données quantitatives concernant des facteurs relativement certains (tels que la fécondité ou l'espérance de vie) : de telles modélisations impliquent donc de formuler un certain nombre d'hypothèses, notamment celle selon laquelle les tendances actuelles connues perdureront dans les années à venir. En réalité, nous savons que le processus migratoire comprend une grande variété de facteurs hautement incertains et de déclencheurs imprévisibles, liés, par exemple, à l'éclatement de conflits ou aux évolutions du marché du travail, qui sont par définition difficiles à saisir pleinement par des données quantitatives, et par conséquent difficiles à anticiper. C'est la raison pour laquelle le Mixed Migration Centre (MMC) a choisi l'approche de « l'intelligence collective » pour construire l'analyse des futures migrations mixtes en Afrique de l'Ouest et du Nord, dans la droite ligne de celle utilisée par l'Université d'Oxford et l'Unité de prospective de l'UNESCO.

Ce rapport présente brièvement les éléments clés de l'approche adoptée par le MMC pour l'élaboration de scénarios et les exercices réalisés lors d'un atelier accueilli et soutenu par le Processus de Rabat/ICMPD à Abidjan en octobre 2019, en tant qu'événement parallèle à un atelier du Processus de Rabat sur le trafic de migrants. Il présente également une synthèse du contexte migratoire mixte que nous observons aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, ainsi que les résultats de l'analyse des tendances portant sur les facteurs relativement certains qui auront un impact sur les flux migratoires en Afrique de l'Ouest en 2030. Ensuite, ce rapport examine les données recueillies lors de l'atelier d'élaboration de scénarios concernant les principales « incertitudes » ayant un impact sur l'avenir des migrations et leurs conséquences sur celles-ci, générées par les acteurs-clé de la migration dans la région. Enfin, il présente les premiers scénarios de migration mixte pour 2030 formulés par les participants à l'atelier.

II. À propos de la méthode d'élaboration de scénarios

Une approche basée sur l'intelligence collective examine les données quantitatives liées à différents facteurs de migration mixte considérés comme relativement certains, et va plus loin en intégrant des données qualitatives et empiriques liées à des facteurs relativement incertains provenant d'experts et de parties prenantes clés dans le domaine de la migration. Les données sont recueillies par le biais d'une série d'exercices systématiques réalisée avec des experts et acteurs de la migration qui permettent d'élaborer des scénarios en identifiant les principaux déterminants des mouvements futurs et leurs impacts potentiels sur la migration mixte en 2030. La valeur ajoutée de cette approche est la suivante : tout en générant des données, elle permet également de développer une « littératie du futur1 » chez les participants. Cela signifie que les experts et les parties prenantes disposent des outils nécessaires pour réfléchir de manière critique à l'avenir afin de mieux anticiper les changements, d'identifier les « angles morts » de leurs connaissances respectives et de s'engager dans une planification plus efficace et plus durable de la migration mixte.

Figure 1. Cartographie du domaine des migrations futures : différentes méthodologies actuellement utilisées



Comme mentionné précédemment, l'approche par scénario s'oppose aux méthodes de prévision, qui reposent uniquement sur l'analyse de facteurs pour lesquels nous disposons de données quantitatives et de certitudes relatives quant à la manière dont ils évolueront à l'avenir. Les approches par scénario diffèrent également des « méthodologies du futur », qui se concentrent principalement sur le développement d'une « littéracie du futur », comme celle du laboratoire éponyme de l'UNESCO (Futures Literacy Lab) ; en effet, l'identification d'éléments-clés sur les futurs facteurs et conséquences de la migration mixte est aussi importante que le renforcement des capacités en « littéracie du futur » (figure 1). Les méthodes d'élaboration de scénarios se situent au croisement de ces deux méthodologies, tirant parti de leurs points forts respectifs et accordant la priorité à l'analyse des incertitudes. Ainsi, l'élaboration de scénarios se concentre sur l'identification et l'analyse de ce qui est possible et non de ce qui est probable (figure 2).

Figure 2: Caractéristiques-clés des approches par scénario



Caractéristiques-clés des approches par scénario

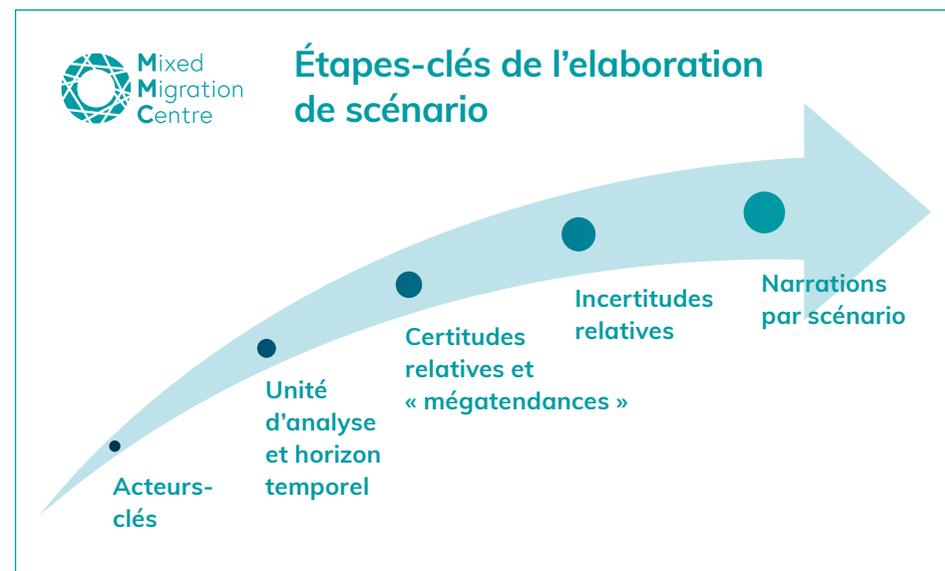
« Une méthode destinée à remettre en question les perceptions existantes du futur, à créer des visions alternatives de celui-ci et à planifier stratégiquement et améliorer la prise de décisions »*

- **Données quantitatives** sur les tendances relativement certaines (fécondité, mortalité)
- **Données qualitatives** sur les facteurs hautement incertains des futures migrations mixtes (changement importants des marchés du travail, insécurité politique)
- Accent sur le **possible** + le **plausible** et NON sur le probable
- Développée par des experts + des parties prenantes (« **intelligence collective** »)
- Les utilisateurs développent des **narrations** sur les futurs contextes et sont en mesure d'explorer les évolutions des facteurs-clés dans ces contextes

*Vezzoli, Bonfiglio, de Haas (2017)

Lors de l'« Atelier du MMC sur l'analyse des futures migrations mixtes en 2030 : Afrique de l'Ouest et du Nord », organisé à Abidjan le 24 octobre 2019, les facilitateurs ont guidé les participants à travers une version accélérée d'un processus d'élaboration de scénarios (figure 3). En effet, les paramètres sur lesquels a reposé l'élaboration de scénarios, tels que l'horizon temporel et l'unité d'analyse, qui sont normalement déterminés par les participants au début de l'atelier, leur ont ici été directement communiqués. Les participants avaient un horizon de 10 ans et la région de l'Afrique de l'Ouest comme unité d'analyse - en raison de contraintes temporelles, il n'a pas été possible de travailler sur l'Afrique du Nord. Les participants ont ensuite été briefés sur l'analyse menée par l'équipe du MMC portant sur les certitudes-clés pouvant influencer la migration mixte en Afrique de l'Ouest. Troisièmement, en groupes et en utilisant leur expertise collective, les participants ont réfléchi, débattu et identifié les principales incertitudes qui pourraient être à l'origine de futures migrations mixtes en Afrique de l'Ouest, avant de réfléchir à leur possible impact. Après chaque exercice, les animateurs ont réuni les groupes pour faire le point sur les idées qui s'étaient dégagées de leurs discussions respectives ainsi que sur les tensions et les hypothèses qui en étaient ressorties. L'atelier s'est conclu par une discussion plus large sur les « angles morts » des participants au sujet de la migration mixte et sur les facteurs qui, à leurs yeux, restaient les plus incertains tout en étant susceptibles d'avoir un fort impact sur les mouvements migratoires auxquels ils sont le moins préparés.

Figure 3: Étapes-clés de l'élaboration de scénario



III. La migration mixte en Afrique de l'Ouest en 2019

Contexte migratoire mixte en Afrique de l'Ouest en 2019

<p>Situation actuellement observable Afrique de l'Ouest</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La migration ouest-africaine est historiquement et culturellement un moyen privilégié d'améliorer les conditions socio-économique et/ou une étape nécessaire dans la vie des habitants de la région. Si certaines personnes migrent à la suite d'un conflit, la plupart des personnes qui s'engagent dans un parcours migratoires sont mues par des facteurs économiques et sociaux. • Les migrations en Afrique de l'Ouest sont principalement intrarégionales² (environ 80%). La migration hors de la région se fait vers l'Afrique du Nord et ailleurs en Afrique et en Europe, ainsi que vers les pays du Golfe et les Amériques.³
<p>Mobilité au sein de la région</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans une grande partie de la région, une «culture de la migration»⁴ – l'impératif de migrer véhiculé par la société, notamment dans le cadre d'une transition vers l'âge adulte - peut contribuer aux aspirations au départ. • La migration intrarégionale est facilitée par le protocole de la CEDEAO⁵ de 1979 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement des citoyens de 15 pays. • Il existe depuis longtemps des schémas de mobilité saisonnière, notamment pour le travail dans les plantations et l'élevage, entre le Niger et le Nigéria, le Togo et le Bénin et entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali. La migration nord-sud est devenue de plus en plus importante pour les moyens de subsistance des pasteurs du Sahel, car les sécheresses récurrentes et la désertification ont réduit les pâturages et les sources d'eau. Il existe également des schémas de mobilité vers les sites miniers, en particulier dans la «ceinture aurifère» (Guinée-Sénégal-Mali-Niger et Burkina Faso). • Les conflits armés intenses et interconnectés et l'extrémisme violent au Mali, au Burkina Faso, au Niger et dans le bassin du lac Tchad ont entraîné une augmentation des déplacements dans la région. Le rapport du 21 août du Secrétaire Général⁶ sur l'assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique indique qu'au cours de la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, le nombre de personnes déplacées est passé de 1,9 million à quelque 2,5 millions, et le nombre de réfugiés de 286 900 à 326 000.
<p>Mouvements vers le nord</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La réponse de l'Europe à la crise migratoire l'a rendue très sensible aux mouvements de personnes originaires d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique du Nord et d'ailleurs vers son voisinage. Les interventions de l'Union Européenne (UE) et de ses différents États membres ont mis l'accent sur la gestion des migrations, y compris la surveillance des frontières et la lutte contre l'immigration clandestine, ainsi que sur la lutte contre les «causes profondes» des migrations. • Fin juillet 2019, les migrants de quatre pays d'Afrique de l'Ouest représentaient près de la moitié des arrivées en Espagne⁷ depuis le début de l'année, les Maliens en représentant 14 %, les Guinéens 13 %, les Ivoiriens 11 % et les Sénégalais 8 %. • Alors qu'en 2019, les nations d'Afrique de l'Ouest représentent quatre des cinq premiers pays d'origine des arrivées en Espagne par la route de la Méditerranée occidentale, une seule d'entre elles figure parmi les cinq premières nationalités des arrivées en Italie⁸ par la route de la Méditerranée centrale (la Côte d'Ivoire, qui, à la fin du mois d'août 2019, représentait environ 10 % des arrivées en Italie depuis le début de l'année).
<p>Mouvements vers le sud</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les retours en Afrique de l'Ouest se poursuivent de manière spontanée et avec le soutien de la communauté internationale. En 2018, un total de 36 508 personnes⁹ a pris part aux programmes d'aide au retour volontaire assisté et de réintégration (ARVR) et de retour volontaire humanitaire (RVH) de l'OIM. Les principaux pays d'origine de ces personnes étaient le Mali (8000), la Guinée Conakry (7396), le Nigéria (5252), la Côte d'Ivoire (3205) et le Niger (2660). • Depuis novembre 2017, 2 913 réfugiés/demandeurs d'asile¹⁰ ont été évacués vers le Niger grâce au mécanisme de transit d'urgence pour les réfugiés vulnérables détenus en Libye. Le 31 juillet 2019, 1 649 réfugiés évacués¹¹ ont quitté le Niger pour des pays de réinstallation. • Les Africains de l'Ouest se déplacent également vers le sud du continent, par exemple vers le Gabon, la Guinée Équatoriale et l'Angola. Il s'agirait de pays de destination pour les migrants du Sénégal et de l'ouest du Mali, et des rapports récents sur les mouvements vers le sud font allusion aux migrants du Burkina Faso et du Togo¹², ainsi que du Nigéria et du Cameroun.

IV. Les certitudes relatives en Afrique de l'Ouest en 2030

Les certitudes suivantes ont été identifiées et examinées à l'aide de données quantitatives provenant, entre autres, de la Division de la Population des Nations Unies, de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ainsi qu'à l'aide de recherches secondaires menées en amont de l'atelier d'élaboration de scénarios à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le 24 octobre 2019. Les certitudes sont les facteurs pour lesquels nous disposons d'un grand nombre de données et d'informations

fiables sur la manière ils se développeront et évolueront à l'avenir. De plus, ces facteurs - parfois aussi appelés « mégatendances » - doivent avoir un impact direct ou indirect sur la structure et le volume de la migration. Au cours de l'atelier, des acteurs-clés de la gouvernance migratoire dans la région ont évalué et validé ces certitudes grâce aux exercices d'élaboration de scénarios.

Indicateur	Situation actuelle (2019)	Statut futur possible (2030)	Impact potentiel sur la migration mixte
Les certitudes relatives en Afrique de l'Ouest			
Les certitudes relatives en Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> La population actuelle de l'Afrique subsaharienne s'élève à 1 milliard d'habitants. Le continent a le taux de fécondité le plus élevé au monde. La population de l'Afrique de l'Ouest est de 401 millions d'habitants en 2020.¹⁴ Environ 50% sont des Nigériens. 	<ul style="list-style-type: none"> La population prévue en 2030 en Afrique subsaharienne est de 1,4 milliard d'habitants (variante moyenne du DESA). D'ici 2030, la population de l'Afrique de l'Ouest devrait atteindre 517 millions d'habitants, ce qui représente une augmentation d'environ 25% en 10 ans. Les Nigériens devraient continuer de représenter au moins 50% de la population. 	<ul style="list-style-type: none"> La part importante de jeunes suggère que la demande de migration pourrait augmenter, étant donné que les jeunes constituent les cohortes d'âge les plus mobiles. Cependant, une augmentation de la migration n'est pas uniquement déterminée par une augmentation de la population. À moins qu'elle ne s'accompagne d'un tournant significatif dans la croissance économique, la majorité des mouvements devrait rester intrarégionale et intracontinentale.
Économie (PIB/taux de croissance)	<ul style="list-style-type: none"> La croissance économique régionale en Afrique subsaharienne devrait s'accroître pour atteindre 3,3 % en 2020, et la croissance devrait atteindre 2,2 % au Nigeria en 2020.¹⁵ En 2018, la croissance du PIB réel en Afrique de l'Ouest était estimée à 3,3 %, contre 2,7 % en 2017.¹⁶ 	<ul style="list-style-type: none"> Les Perspectives économiques en Afrique de la Banque Africaine de Développement montrent que les performances économiques générales du continent continuent de s'améliorer.¹⁷ D'ici 2030, 43 % des Africains appartiendront aux classes moyennes ou supérieures, contre 39,6 % en 2013, ce qui laisse présager une plus forte demande de biens et de services. D'ici 2030, la consommation des ménages devrait atteindre 2 500 milliards de dollars, contre 1 100 milliards de dollars en 2015.¹⁸ Le programme de libéralisation du commerce de la CEDEAO continue d'éliminer les barrières commerciales et d'améliorer les liens commerciaux, de faciliter la libre circulation de certaines marchandises, d'éliminer progressivement les droits de douane et les taxes, ainsi que les barrières non tarifaires. En 2030, le commerce régional (et international) devrait continuer à croître. Le Nigeria sera le premier pays africain à avoir un PIB supérieur à 1 000 milliards de dollars en 2030. Les experts estiment que l'économie du pays fera plus que doubler au cours des dix prochaines années.¹⁹ 	<ul style="list-style-type: none"> La croissance économique et l'émergence d'une classe moyenne en pleine expansion devraient entraîner une augmentation des capacités et des aspirations à migrer de certains Africains de l'Ouest, permettant leur déplacement au sein de la région mais également vers l'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud et au-delà. Si l'on ajoute à cela l'accroissement des taux de scolarisation, on peut s'attendre à des flux migratoires plus qualifiés à l'intérieur et en provenance de la région. Les routes migratoires empruntées par les migrants dépendront des voies légales disponibles.

Indicateur	Situation actuelle (2019)	Statut futur possible (2030)	Impact potentiel sur la migration mixte
<p>Développement humain</p>	<ul style="list-style-type: none"> L'indice de développement humain (IDH) 2019 du PNUD classe tous les pays d'Afrique de l'Ouest comme des pays à faible développement, à l'exception du Cap-Vert et du Ghana qui sont classés comme des pays à développement moyen.²⁰ Beaucoup se situent dans le dernier décile du classement mondial. Le Nigéria, qui représente la moitié de la population de la région, a un IDH de 0,532, juste en dessous du niveau de 0,55 qui définit les « pays à faible développement ». 	<ul style="list-style-type: none"> Les prévisions des Objectifs de Développement Durable (ODD) (sur la pauvreté, la malnutrition, la mortalité maternelle, le taux net de scolarisation, l'accès à l'électricité et l'accès à l'eau potable) montrent que toutes les régions africaines, à l'exception de l'Afrique du Nord, ont peu de chances d'atteindre les ODD d'ici 2030.²¹ La plus grande concentration de personnes en situation de pauvreté s'est déplacée de l'Asie du Sud vers l'Afrique subsaharienne. Selon la Banque mondiale, 87 % des personnes les plus pauvres du monde devraient vivre en Afrique subsaharienne en 2030 si la croissance économique conserve sa trajectoire récente.²² Toutefois, selon une projection du PNUD pour 2013, la région devrait à long terme combler ce fossé. Le rapport a estimé que l'Afrique subsaharienne, y compris tous les pays d'Afrique de l'Ouest, atteindrait la croissance la plus rapide au niveau mondial en ce qui concerne l'IDH, avec une augmentation moyenne de 65 % des performances, ce qui placerait la plupart d'entre eux dans une catégorie de "développement moyen" d'ici 2050.²³ 	<ul style="list-style-type: none"> L'incapacité à atteindre les indicateurs essentiels de développement humain, combinée à la concentration attendue de la pauvreté et des inégalités dans la région, intensifiera les facteurs de déplacements forcés lorsqu'ils seront associés à la présence d'une mauvaise gouvernance et de conflits civils. En outre, ceux qui sont en mesure de mobiliser les ressources suffisantes peuvent décider de s'engager dans des mouvements irréguliers et réguliers pour améliorer leurs moyens de subsistance. Outre la migration interne rurale-urbaine (déjà en cours), il faut s'attendre à une migration intra-régionale (déjà très active dans la région de la CEDEAO) et à une migration vers d'autres parties de l'Afrique.
<p>Urbanisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Entre 2000 et 2018, les villes africaines ont connu une croissance moyenne supérieure à celle de toute autre région du monde - en Afrique de l'Ouest, la croissance moyenne des villes était de 3,6 % par an - certaines, comme Abuja, ont connu une croissance de 7 % par an au cours de cette période.²⁴ Sur les 63 villes africaines de plus d'un million d'habitants, 22 se trouvent en Afrique de l'Ouest (dont 10 au Nigéria). Environ 48 % de la population d'Afrique de l'Ouest vit dans des zones urbaines.²⁵ 	<ul style="list-style-type: none"> La division de la population des Nations Unies prévoit que les villes d'Afrique de l'Ouest de plus d'un million d'habitants connaîtront une croissance moyenne de 3,6 % entre 2018 et 2030.²⁶ Le pourcentage de citadins en Afrique de l'Ouest devrait passer de 48 % en 2020 à environ 54 % en 2030.²⁷ Ensemble, l'Inde, la Chine et le Nigéria représenteront 35 % de la croissance prévue de la population urbaine mondiale entre 2018 et 2050. D'ici 2050, on prévoit que le Nigéria comptera 189 millions de citadins supplémentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Une augmentation moyenne de 3,6 % de la population des grandes villes d'Afrique de l'Ouest d'une année sur l'autre mettra à rude épreuve des villes déjà congestionnées. La population de la mégapole de Lagos, par exemple, devrait passer de 17,5 à 30 millions d'habitants d'ici 2030.²⁸ L'éducation, le logement, les services de santé, l'alimentation et l'emploi représenteront des défis majeurs pour la gestion t la gouvernance urbaines, qui connaissent déjà des difficultés dans ces domaines. La plupart des nouveaux arrivants dans les villes viendront de petites villes et de zones rurales. On ne sait pas exactement combien de personnes partiront à la recherche d'un travail et de meilleures opportunités dans le cadre d'une migration internationale, mais une certaine proportion devrait le faire, y compris des personnes nées dans les villes. En effet, les capacités, les aspirations et les normes en matière de migration ont tendance à se former et à se développer dans les villes, qui sont des points de départ et des sites d'immigration clés.

Indicateur	Situation actuelle (2019)	Statut futur possible (2030)	Impact potentiel sur la migration mixte
<p>Niveau d'automatisation/ utilisation de l'IA</p>	<ul style="list-style-type: none"> • C'est en Afrique de l'Ouest que l'on trouve les niveaux d'utilisation les plus bas de l'IA, de l'automatisation et de la robotique. • Une étude montre qu'en 2016, l'ensemble de l'Afrique n'a importé que 1 % du volume de la robotique industrielle importée par les États-Unis et l'Europe, et 0,25 % par rapport à l'Asie/Australie.²⁹ • Toutefois, l'intérêt des investisseurs est en hausse. Les investisseurs en capital-risque ont investi un montant record de 725 millions de dollars dans les start-ups technologiques africaines en 2018, contre 277 millions de dollars en 2015.³⁰ • En avril 2019, Google a ouvert son premier centre de recherche africain sur l'IA au Ghana. • Des poches d'IA apparaissent dans des pays comme le Nigéria. Du point de vue des start-up, Google a mis en place un accélérateur Launchpad Africa à Lagos, au Nigéria, qui compte plus de 60 start-ups, ainsi que des hubs similaires au Ghana.³¹ 	<ul style="list-style-type: none"> • Les experts s'accordent à dire que si l'Afrique de l'Ouest, comme le reste du continent, a l'intention de rattraper le Nord sur les questions d'automatisation et d'IA - et éventuellement de le dépasser - quatre facteurs seront cruciaux : le développement d'un écosystème d'entrepreneurs dynamique et de connaissances spécialisées en Afrique, les données et la mise en place de politiques spécifiques. • Les systèmes éducatifs devront s'adapter rapidement, et de nouveaux cadres doivent être créés pour que les travailleurs et les citoyens puissent acquérir les compétences dont ils ont besoin pour s'épanouir. • La connexion haut débit devra s'étendre rapidement - en particulier dans les zones rurales - afin que tous les citoyens et les entreprises puissent en tirer profit. • Il reste des défis structurels qui peuvent entraver le développement d'un écosystème sain pour l'IA en Afrique.³² • Avant que l'Afrique puisse récolter les bénéfices de l'intelligence artificielle, les gouvernements, les investisseurs et les ONG africains devront former des travailleurs pour des tâches complexes et réformer les lois et l'éducation pour répondre aux exigences de l'économie de demain.³³ • Les activités professionnelles susceptibles d'être automatisées au Nigéria sont estimées à un pourcentage alarmant de 46% d'ici 2030.³⁴ On s'attend à une polarisation de la main-d'œuvre, à un "vidage" des emplois de niveau moyen et à une augmentation des inégalités salariales, tant entre les pays qu'en leur sein.³⁵ • Sur l'ensemble du continent, cette technologie a le potentiel d'apporter une myriade de changements positifs dans des secteurs tels que les soins de santé et la finance, en comblant le fossé entre les insuffisances des infrastructures physiques et les demandes des consommateurs, tout en libérant plus de temps pour la main-d'œuvre qualifiée et en augmentant la productivité du travail.³⁶ 	<ul style="list-style-type: none"> • Les machines pourraient donner aux travailleurs peu qualifiés l'opportunité d'assumer des responsabilités plus complexes. Cela pourrait aider à répondre à un besoin urgent dans les pays qui n'ont pas un accès généralisé à l'éducation et à la formation professionnelle et, par conséquent, réduire les aspirations à la migration de leurs populations.³⁷ • Cependant, une vision plus pessimiste suggère que l'expansion de la technologie de l'automatisation affectera fortement la classe moyenne croissante de l'Afrique subsaharienne employée dans l'économie formelle.³⁸ Cela entraînerait des pertes d'emplois dans un groupe possédant potentiellement les ressources et les contacts nécessaires pour envisager la migration. • S'il s'agit d'une opportunité à saisir pour l'Afrique de l'Ouest, l'automatisation pourrait être de plus en plus utilisée dans l'industrie manufacturière et engendrer chômage et frustration, ce qui entraînerait potentiellement de nouveaux mouvements migratoires.³⁹ • Si l'IA et l'automatisation prennent également en charge des quantités croissantes de travail dans les pays de destination, le besoin de migrants dans certains secteurs pourrait diminuer, mais augmentera dans d'autres, notamment en raison des changements démographiques (vieillesse). Toutefois, si la demande de main-d'œuvre dans les pays d'origine diminue en raison de l'avantage comparatif des coûts de la robotique, il y aura une augmentation du chômage qui pourrait inciter certains à migrer et, dans le même temps, limiter la capacité des personnes issues de milieux socio-économiques plus vulnérables à émigrer.

V. Principales incertitudes en Afrique de l'Ouest en 2030

Les incertitudes suivantes ont été identifiées et examinées par des acteurs-clés de la migration dans le cadre de l'exercice d'élaboration de scénarios lors de l'atelier. Les notes de la réunion ont été complétées par des recherches supplémentaires sur les sources secondaires existantes.

Les incertitudes sont les facteurs qui ont un fort potentiel d'impact sur la migration mixte mais dont l'évolution reste très incertaine d'ici 2030. C'est pourquoi les données et les informations relatives aux incertitudes sont généralement rares. Les incertitudes sont l'une des composantes les plus importantes du processus d'élaboration de scénarios car elles révèlent souvent les facteurs pour lesquels nous sommes le moins

préparés. Il convient de noter qu'en examinant les incertitudes énumérées ci-dessous, les participants à l'exercice n'ont PAS fait de prévisions sur leur évolution. En effet, il s'agissait plutôt d'explorer les directions possibles (et non probables) que ces facteurs pourraient suivre et leurs conséquences sur les migrations. Par conséquent, le tableau ci-dessous doit être lu comme une synthèse de la réflexion commune menée durant l'exercice - complétée par des recherches supplémentaires sur des sources secondaires - et non comme des prévisions fermes des participants sur l'avenir. En outre, le tableau ci-dessous ne reflète pas nécessairement la position de tous les participants, du MMC ou du Processus de Rabat/ICMPD.

Indicateur	Statut futur possible (2030)	Impact potentiel sur la migration mixte
Incertitudes relatives		
Paysage politique	<ul style="list-style-type: none"> La région progressera vers un paysage politique plus stable et vers le renforcement de la gouvernance démocratique et de l'État de droit. Cela dit, tous les pays n'avanceront pas à la même vitesse et le rythme de ces évolutions pourra varier en fonction des pays. D'autre part, les élections en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso en octobre 2020 présenteront des risques importants pour la région et pourraient conduire à la violence et à l'instabilité. En Côte d'Ivoire, les divisions politiques de longue date, la fragmentation au sein de l'armée et le mécontentement croissant de la population laissent penser que les élections ne seront pas pacifiques, ce qui aurait des conséquences importantes sur le paysage politique dans les dix prochaines années. 	<ul style="list-style-type: none"> Les différences de stabilité politique entre les pays pourraient entraîner une augmentation des migrations et des déplacements forcés au sein de la CEDEAO, en raison de la volonté des populations de s'installer dans des pays et des communautés moins imprévisibles et instables. En Côte d'Ivoire, les déplacements pourraient inclure le retour des Burkinabés de Côte d'Ivoire au Burkina Faso, ainsi que des mouvements vers les pays côtiers tels que la Guinée et le Libéria. Ceux qui ont des capacités et des aspirations plus importantes pourraient décider de quitter la région et de se tourner vers l'Europe ou les économies émergentes. Toutefois, ces personnes ne représenteront qu'une très petite partie du nombre total de migrants et de réfugiés.
Sécurité/conflit et extrémisme violent	<ul style="list-style-type: none"> La situation de sécurité/conflit restera instable et imprévisible. À l'avenir, nous pourrions assister à une augmentation des attaques perpétrées par des groupes extrémistes violents, avec une augmentation du nombre de groupes et de coalitions, une intensification des attaques et une diffusion géographique. Les menaces d'extrémisme violent sont également fortement liées aux menaces de conflits locaux et de développement d'économies illicites. Cependant, les efforts pour contrer l'extrémisme violent pourraient porter leurs fruits et en 2030, nous pourrions assister à une réduction de la force et de la portée géographique des groupes tels que Boko Haram. 	<ul style="list-style-type: none"> Les conflits et l'insécurité provoqueront des déplacements forcés, tant internes qu'internationaux. Une augmentation de l'insécurité pourrait également entraver la libre circulation des personnes sur le continent. Plus de sécurité et de paix, d'autre part, pourraient conduire à un accroissement de la mobilité et de la migration circulaire dans la région, car les personnes sont plus libres de s'engager dans le commerce et la migration de travail lorsqu'elles ne sont pas contraintes par un conflit. Étant donné que la croissance économique et des marchés du travail plus forts accompagneraient probablement un avenir marqué par la paix et la stabilité, une augmentation des flux intrarégionaux, de l'immigration et de l'émigration seraient à prévoir. On pourrait également s'attendre à une forte diminution des déplacements forcés et de l'immobilité involontaire.

Indicateur	Statut futur possible (2030)	Impact potentiel sur la migration mixte
Marchés du travail	<ul style="list-style-type: none"> • Un taux de chômage élevé pourrait constituer un défi socio-économique et politique important en Afrique de l'Ouest en 2030. Bien que les taux de chômage officiels soient plutôt faibles en Afrique de l'Ouest (par exemple, en 2018, ils étaient de 6,1% au Burkina Faso, 2,5% en Côte d'Ivoire et 6,5% au Sénégal)⁴⁰, ces chiffres ne mesurent pas avec précision la participation au marché du travail, car de nombreux travailleurs pourraient être employés dans le secteur informel ou être sous-employés au cours des dix prochaines années. En 2030, la somme du taux de chômage et du taux de sous-emploi pourrait être bien supérieure à 50 % dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, comme c'était le cas en 2018.⁴¹ • En 2030, l'Afrique de l'Ouest connaîtra une « explosion de la jeunesse » qui pourrait entraîner un chômage élevé chez les jeunes par rapport aux plus de 25 ans, si la demande de main-d'œuvre était insuffisante. • Si la tendance à l'automatisation représente une quasi-certitude, son impact sur les marchés du travail en Afrique de l'Ouest reste très incertain. Certains secteurs vont-ils réduire leurs besoins en main-d'œuvre peu qualifiée, la demande de "compétences moyennes" augmentera-t-elle dans d'autres secteurs, et/ou de nouveaux secteurs de l'économie vont-ils apparaître, créant ainsi de nouvelles possibilités d'emploi ? • Au niveau mondial, les pays non-membres de la CEDEAO semblent avoir une conscience plus aigüe de l'importance du renforcement des marchés du travail en Afrique de l'Ouest pour la stabilité mondiale. Ainsi, à l'avenir, nous pourrions voir davantage d'investissements étrangers visant à renforcer la formation professionnelle et technique et à encourager l'innovation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les différences et les disparités des marchés du travail entre les pays entraîneront une plus grande mobilité intrarégionale au sein de la CEDEAO. La taille et la solidité des secteurs dans divers pays d'Afrique de l'Ouest structureront également les flux migratoires de main-d'œuvre et d'étudiants internationaux, par niveaux et types de compétences ainsi que par sexe. La recherche sur les migrations nous apprend que les marchés du travail, bien plus que les politiques migratoires, ont un impact direct sur les flux migratoires. • Les pays d'Afrique de l'Ouest dotés de marchés du travail plus solides pourraient également devenir des pays de destination pour les migrants et les réfugiés en quête de meilleures opportunités économiques et de moyens de subsistance en provenance d'autres régions d'Afrique (Afrique du Sud et Afrique centrale par exemple). • Un taux de chômage élevé chez les jeunes pourrait susciter un mécontentement social qui, combiné à d'autres facteurs, serait finalement susceptible de mener à l'instabilité politique et à des conflits, provoquant ainsi des déplacements de population. Les jeunes chômeurs seraient également plus susceptibles d'être enrôlés dans des groupes militants radicaux.
Impact des facteurs de pression, des changements environnementaux et des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs groupes de participants ont estimé que des facteurs tels que les changements environnementaux rapides, y compris les catastrophes naturelles, seront de plus en plus ressentis par les pays d'Afrique de l'Ouest au cours des dix prochaines années, et entraîneront une réduction des terres arables et des sources d'eau (pour les éleveurs). • Les systèmes de gestion mis en place par les gouvernements d'ici à 2030 ne suffiront pas à atténuer les effets du changement climatique. Cependant, ils pourraient aider les communautés à devenir plus résilientes. L'avenir des systèmes de gestion de l'environnement est très incertain car il s'agit de questions de gouvernance, et celles-ci dépendent de la volonté politique, de la coopération internationale et de l'existence d'institutions fortes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Si les changements rapides de l'environnement n'entraînent généralement pas de déplacements internationaux, les recherches montrent qu'ils sont souvent liés à des déplacements internes temporaires. Ainsi, à l'avenir, les changements environnementaux pourraient continuer à provoquer des déplacements forcés à l'intérieur des pays. Dans le même temps, les personnes les plus vulnérables aux effets du changement climatique disposeront de ressources plus limitées et la migration ne sera peut-être pas une option pour elles (ce qui les placera en situation d'immobilité forcée). • Si les changements environnementaux ont un impact sur la sécurité alimentaire et la disponibilité de l'eau pour les éleveurs, cela pourrait modifier les schémas de migration saisonnière et entraîner des mouvements transfrontaliers sur de plus longues distances. • La migration pourrait servir de stratégie-clé pour faire face aux défis posés par l'évolution de l'environnement.

Indicateur	Statut futur possible (2030)	Impact potentiel sur la migration mixte
Attitudes à l'égard de la migration	<ul style="list-style-type: none"> • D'une part, la libre circulation restera une réalité de la région et sera encore consolidée par une attitude globalement positive à l'égard de la mobilité humaine en 2030. • D'autre part, la persistance de conflits et de l'insécurité dans certaines parties de la région pourrait conduire à l'avenir à une association entre la mobilité et les menaces pour la sécurité. Cela pourrait avoir un effet négatif sur les attitudes envers les migrants et les réfugiés dans certains pays, en particulier ceux qui accueilleront des populations déplacées venant de zones de conflit. 	<ul style="list-style-type: none"> • Si les attitudes à l'égard des migrants et des réfugiés n'ont pas d'incidence sur le volume ou la structure des flux migratoires, elles ont néanmoins un fort impact sur la migration car elles affectent les expériences des migrants et des réfugiés dans les communautés d'accueil. Si, à l'avenir, les migrants et les réfugiés sont perçus comme des menaces pour la sécurité, ils risquent de subir une plus grande marginalisation et d'être victimes de plus de violence dans les pays de destination d'Afrique de l'Ouest. • Si les attitudes envers les populations nées à l'étranger sont plus positives et qu'elles sont bien accueillies dans les communautés, les migrants et les réfugiés pourraient avoir plus de possibilités de contribuer et d'investir dans leurs sociétés d'accueil.
Politiques migratoires	<ul style="list-style-type: none"> • Si les groupes ont formulé différentes hypothèses relatives à la libre circulation au sein du continent africain, un certain consensus s'est dégagé sur le fait que les obstacles à la libre circulation seront réduits, notamment par la ratification des instruments relatifs à la libre circulation. • Les politiques de l'Union Européenne visant à criminaliser le trafic de migrants pousseront de plus en plus les passeurs à emprunter des itinéraires plus dangereux, à se professionnaliser et à collaborer avec des groupes criminels organisés. 	<ul style="list-style-type: none"> • La promotion de la mise en œuvre des mesures liées à la libre circulation au sein de la CEDEAO et de l'Union Africaine facilitera la mobilité dans la région. • Les politiques de l'UE en matière de trafic de migrants continueront à pousser les passeurs à éviter la détection, ce qui aura un impact sur la sécurité des réfugiés et des migrants. Cela pourrait également entraîner une augmentation du nombre de réfugiés et de migrants bloqués dans des pays de "transit" - c'est-à-dire des pays différents de leur destination initiale - devenant ainsi plus vulnérables en raison du manque d'opportunités économiques et de l'exposition aux risques de trafic et d'exploitation.
Santé	<ul style="list-style-type: none"> • En 2030, une épidémie sanitaire pourrait survenir et se propager dans un pays d'Afrique de l'Ouest. Si cela devait se produire, la situation risquerait de se détériorer et de s'étendre à d'autres pays de la région en raison des mauvaises conditions sanitaires et des mouvements de population. 	<ul style="list-style-type: none"> • À court terme, une épidémie sanitaire pourrait entraver les migrations intra et interrégionales. À moyen et long terme, le nombre de personnes choisissant de rester dans leurs pays d'origine pourrait augmenter. • Ceux qui entreprennent une migration irrégulière, et ne sont donc pas soumis aux protocoles de santé publique, seraient particulièrement vulnérables à la contraction et/ou à la propagation d'une maladie transmissible en cas d'apparition d'une telle maladie.

VI. Scénario possible sur la migration mixte en Afrique de l'Ouest en 2030

Le scénario suivant sur la migration mixte en Afrique de l'Ouest en 2030 a été élaboré sur la base 1) des certitudes présentées dans la première section de ce rapport ; 2) des incertitudes identifiées par les participants comme les futurs moteurs de la migration dans la région ainsi que 3) des conséquences de ces facteurs pour la migration mixte qu'ils ont formulées. Une fois encore, il convient de noter que les participants n'ont PAS fait de prévisions sur l'évolution de ces facteurs. Ils ont plutôt exploré les directions possibles (et non probables) que ces facteurs pourraient prendre et leurs conséquences

sur la migration. Ainsi, l'élaboration du scénario a été un processus par lequel les parties prenantes ont pu mieux comprendre la manière dont certains facteurs conduisent à certains résultats, et explorer les implications de ces résultats pour leur travail. Le scénario décrit ci-dessous doit être lu comme une synthèse du brainstorming qui a eu lieu et comme une possible orientation du futur de la migration mixte. Le scénario ne reflète pas nécessairement la position de tous les participants, ni celle du MMC ou de l'ICMPD.

Mixed Migration in West Africa in 2030

Scénario de migration future (comprenant les déplacements forcés/réfugiés et les déplacés internes)

- En Afrique de l'Ouest, l'effet combiné de la croissance démographique, du développement de l'économie et des marchés du travail, du rythme rapide de l'urbanisation, ainsi que du contexte et des attitudes en matière d'environnement, de sécurité et de politique, laisse entrevoir des conditions futures qui vont très probablement **accroître plutôt que diminuer la migration mixte dans la région**.
- Aujourd'hui, une grande partie des 8,4 millions d'Africains de l'Ouest se déplace principalement dans la région. À l'avenir, la plupart des mouvements des habitants de cette région **continueront à être principalement interrégionaux et intrarégionaux**. Avec l'augmentation prévue des restrictions dans les pays du Nord et de l'OCDE, et la nouvelle réduction des filières régulières/légales qui en découlera, la migration vers l'Europe risque de devenir encore plus précaire.
- Avec une augmentation potentielle de la migration des **campagnes vers les villes** et l'attrait que les pôles économiques émergents auront de plus en plus pour les migrants intrarégionaux, les **villes joueront un rôle crucial dans la mobilité humaine future dans la région**. La régulation des mouvements et des marchés du travail, ainsi que l'offre de logements et des services aux nouveaux arrivants constitueront des défis majeurs pour la gestion et la gouvernance urbaines et seront essentiels pour récolter les bénéfices de la migration.
- **Les différences entre les pays d'Afrique de l'Ouest** en termes de stabilité politique, de croissance économique et d'opportunités sur le marché du travail entraîneront une augmentation des mouvements de population au sein de la CEDEAO. Un boom économique dans certains pays d'Afrique de l'Ouest renforcera l'attractivité de ces derniers pour les migrants en provenance d'autres régions, notamment d'Afrique du Sud et d'Afrique centrale.
- Une détérioration de la **situation sécuritaire** liée aux groupes armés, aux tensions intercommunautaires ou à la violence résultant des élections entraînera des déplacements de population tant au niveau local que vers les pays voisins et, pour les plus vulnérables, une insécurité accrue provoquera une immobilité involontaire. Cela pourrait conduire les États voisins à imposer des contrôles frontaliers plus stricts, ce qui affecterait la circulation induite par des facteurs socio-économiques, y compris par le commerce.
- La région de l'Afrique de l'Ouest est particulièrement vulnérable à différents types de **maladies** et a été confrontée à une importante épidémie d'Ebola en 2014. Une épidémie pourrait se propager rapidement dans la région en raison des mauvaises conditions sanitaires et des mouvements fréquents de population, et donc limiter la mobilité dans la région.
- Les **effets du changement climatique** se font déjà sentir dans la région et provoquent des déplacements internes et transfrontaliers. Le Sahel est confronté à des températures extrêmes, des précipitations variables et des sécheresses, qui peuvent dégrader les terres, modifier les modes de pâturage et réduire l'approvisionnement en eau pour les animaux et les personnes. L'importance de la migration nord-sud s'est accrue pour les moyens de subsistance des pasteurs au Sahel, car la sécheresse récurrente et la désertification ont réduit les pâturages et les sources d'eau. Les mesures de gestion en place étant largement insuffisantes pour atténuer ces impacts, les déplacements internes et transfrontaliers pourraient augmenter. Toutefois, l'ampleur des déplacements ne doit pas être surestimée, car les personnes les plus vulnérables aux effets du changement climatique n'ont une capacité moindre à se déplacer, car elles disposent de moins de ressources pour le faire.
- Si les **politiques de libre circulation** au sein du continent africain pourraient favoriser la mobilité dans la région, les politiques internationales mises en œuvre au Sahel - y compris la législation contre les passeurs - continuent de pousser la migration dans la clandestinité. Cela entraîne également une augmentation de la criminalité organisée et du trafic, avec des répercussions sur le respect des droits fondamentaux des réfugiés et des migrants.
- La combinaison des facteurs énumérés ci-dessus suggère que, malgré certains facteurs contraignants, **l'avenir sera marqué par des niveaux de migration croissants, empruntant des canaux réguliers lorsque cela sera possible, mais aussi par une migration mixte utilisant des canaux irréguliers**. Les flux continueront probablement à être constitués de personnes à la recherche de meilleures opportunités ainsi que de personnes fuyant les conflits, qui sont les plus susceptibles de se déplacer à l'intérieur de leurs pays ou de se rendre dans les pays voisins.

- 1 Selon l'[UNESCO](#), la « littératie du futur » est la compétence qui permet aux personnes de mieux comprendre le rôle que l'avenir joue dans ce qu'ils voient et font. Nous pouvons devenir plus « lettrés du futur » grâce à deux faits : le premier est que, l'avenir n'existant pas encore, il ne peut qu'être imaginé ; le second est nous disposons de la capacité d'imaginer. Ainsi, nous pouvons apprendre à imaginer l'avenir pour différentes raisons et de différentes manières. Être « lettrés du futur » nous permet, ensemble, d'apprécier le monde plus pleinement et d'utiliser l'avenir pour innover dès maintenant.
- 2 OCDE (2018) [Identifying the factors driving West African migration](#)
- 3 McDonnell, P. (2019) [African migrants stuck in southern Mexico, their American dream on hold](#) LA Times
- 4 Jonsson, G. (2008) [Migration Aspirations and Immobility in a Malian Soninke Village](#) International Migration Institute
- 5 CEDEAO (1979) [Protocol on Free Movement](#)
- 6 UNGA (2019) [Assistance to refugees, returnees and displaced persons in Africa](#) Report of the Secretary General
- 7 HCR (2019) [Spain Sea and Land Arrivals 1 Jan – 31 Jul 2019](#)
- 8 HCR (2019) [Italy Sea arrivals dashboard](#)
- 9 OIM [Assistance to Voluntary and Humanitarian Return 2017/2018](#)
- 10 HCR (2019) [Niger ETM Overview](#)
- 11 Ibid
- 12 Kindezka, M. E. (2019) [More than 100 Rescued Migrants Stranded in Cameroon](#) VOA
- 13 Pays: Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.
- 14 UNDESA (2019) [Perspectives de la population mondiale 2019](#)
- 15 Banque mondiale (2019) [Perspectives économiques mondiales](#)
- 16 Groupe de la Banque africaine de développement (2019) [Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2019](#)
- 17 Groupe de la Banque africaine de développement (2019) [Perspectives économiques en Afrique 2019](#)
- 18 Signe, L. (2018) [Capturing Africa's high returns](#). Brookings Institute
- 19 CNN Business (2015) [10 biggest African economies by 2030](#)
- 20 World Population Review (2019) [Indice de développement humain par pays 2019](#)
- 21 Begashaw, B. (2019) [Africa and the Sustainable Development Goals: A long way to go](#) Brookings Institute
- 22 Roser, M. (2019) [As the world's poorest economies are stagnating half a billion are expected to be in extreme poverty in 2030](#) Our World in Data
- 23 PNUD (2013) [Projection sur la croissance de l'indice de développement humain par région](#)
- 24 Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2018) op cit.
- 25 UNDESA (2018) [Perspectives d'urbanisation mondiale 2018](#)
- 26 Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2018) [Les villes du monde en 2018](#) Livret de données
- 27 UNDESA (2018) [Perspectives d'urbanisation mondiale 2018](#)
- 28 Udodiong, je. (2018) [Lagos set to be one of the world's megacities in 2030](#) Business Insider
- 29 Chutel, L.(2017) [Robots are set to take Africa's manufacturing jobs even before it has enough](#) Quartz Afrique
- 30 Snow, J.(2019) [How Africa is seizing an AI opportunity](#) Fast Company
- 31 Kenedy, J.(2019) [The future of AI: Why Google is betting big on Africa](#) République de Silicium
- 32 Access Partnership (2019) [Artificial Intelligence for Africa: An Opportunity for Growth, Development, and Democratisation](#)
- 33 Novitske, L. (2018) op cit.
- 34 Forum économique mondial (2017) [L'avenir des emplois et des compétences en Afrique](#). Préparer la région à la quatrième révolution industrielle
- 35 Banque mondiale (2016) [Dividendes numériques](#) Rapport sur le développement mondial 2016
- 36 Ibid
- 37 Novitske, L.(2018) [The AI Invasion is Coming to Africa \(and It's a Good Thing\)](#). Stanford Social Innovation Review.
- 38 Gaus, A. & Hoxtell, W. (2019) [Automation and the Future of Work in Sub-Saharan Africa](#) Global Public Policy Institute
- 39 Forum économique mondial (2017) op cit.
- 40 Banque mondiale (2019) [Chômage total \(% de la population active totale\) \(estimation modélisée de l'OIT\)](#).
- 41 Groupe de la Banque Africaine de développement (2018) [Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2018](#).



Funded by
the European Union

In the framework of the project
"Support to Africa-EU Migration
and Mobility Dialogue (MMD)"



Project implemented
by ICMPD